

E 5786

ASSEMBLÉE NATIONALE

TREIZIÈME LÉGISLATURE

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2010-2011

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale
le 10 novembre 2010

Enregistré à la Présidence du Sénat
le 10 novembre 2010

**TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE
L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION**

PAR LE GOUVERNEMENT,

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT.

Virement de crédits n° DEC 42/2010 à l'intérieur de la Section III -
Commission - du budget général pour l'exercice 2010



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 5 novembre 2010
(OR. en)**

15726/10

FIN 526

NOTE DE TRANSMISSION

Origine:	M. Janusz LEWANDOWSKI, Membre de la Commission européenne
Date de réception:	4 novembre 2010
Destinataire:	M. Melchior WATHELET, Président du Conseil de l'Union européenne
Objet:	Virement de crédits n° DEC 42/2010 à l'intérieur de la Section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2010

Les délégations trouveront ci-joint le document de la Commission DEC42/2010.

p.j.: DEC42/2010



COMMISSION EUROPÉENNE

BRUXELLES, LE 29/10/2010

BUDGET GÉNÉRAL - EXERCICE 2010
SECTION III - COMMISSION TITRES 01, 04, 40

VIREMENT DE CRÉDITS N° DEC 42/2010

EN EUROS

ORIGINE DES CRÉDITS

DU CHAPITRE - 0104 Opérations et instruments financiers

ARTICLE - 01 04 04 Programme-cadre pour l'innovation et la compétitivité - Programme
«Innovation et esprit d'entreprise»

CP - 633 077

DU CHAPITRE - 4002 Réserves pour les interventions financières

ARTICLE - 40 02 43 Réserve pour le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation

CE - 633 077

DESTINATION DES CRÉDITS

AU CHAPITRE - 0405 Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM)

ARTICLE - 04 05 01 Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM)

CE 633 077

CP 633 077

INTRODUCTION

Le règlement (CE) n° 1927/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006, tel que modifié par le règlement (CE) n° 546/2009, porte création du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM). Le point 28 de l'accord interinstitutionnel du 17 mai 2006 entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission sur la discipline budgétaire et la bonne gestion financière en fixe le cadre budgétaire.

I. RENFORCEMENT

a) Intitulé de la ligne

04 05 01 - Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM)

b) Données chiffrées à la date du 04/08/2010

	CE	CP
1A. Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	p.m.	p.m.
1B. Crédits de l'exercice (AELE)	0	0
2. Virements	19 881 554	19 881 554
	<hr/>	<hr/>
3. Crédits définitifs de l'exercice (1A+1B+2)	19 881 554	19 881 554
4. Exécution des crédits définitifs de l'exercice	19 881 554	11 332 819
	<hr/>	<hr/>
5. Crédits inutilisés/disponibles (3-4)	0	8 548 735
6. Besoins jusqu'à la fin de l'exercice	633 077	9 181 812
7. Renforcement proposé	633 077	633 077
8. Pourcentage du renforcement par rapport aux crédits de l'exercice (7/1A)	N/A	N/A
9. Pourcentage des renforcements cumulés en application de l'article 23 §1 b et c du RF, calculé selon l'article 17bis des modalités d'exécution par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a	n/a

c) Recettes provenant de recouvrement reportées (C5)

	CE	CP
1. Crédits disponibles en début d'année	0	0
2. Crédits disponibles à la date du 04/08/2010	0	0
3. Taux d'exécution $[(1-2)/1]$	n/a	n/a

d) Justification détaillée du renforcement

Dans la proposition de décision [COM(2010) 616], la Commission a conclu que les conditions d'octroi d'une contribution financière au titre du FEM pour la demande EGF/2010/004 PL/Wielkopolskie présentée par la Pologne étaient réunies.

Le montant de 633 077 EUR demandé par la Pologne contribuera au coût d'un ensemble coordonné de services personnalisés admissibles en faveur de 590 personnes licenciées dans le secteur de l'automobile en Pologne, procurant une aide visant à la réinsertion professionnelle des travailleurs touchés. Ces licenciements sont dus à la crise économique et financière mondiale.

II. PRÉLÈVEMENT

II.A

a) Intitulé de la ligne

01 04 04 - Programme-cadre pour l'innovation et la compétitivité - Programme «Innovation et esprit d'entreprise»

b) Données chiffrées à la date du 04/08/2010

	CP
1A. Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	91 900 000
1B. Crédits de l'exercice (AELE)	2 315 880
2. Virements	-15 000 000
<hr/>	
3. Crédits définitifs de l'exercice (1A+1B+2)	79 215 880
4. Exécution des crédits définitifs de l'exercice	1 862 580
<hr/>	
5. Crédits inutilisés/disponibles (3-4)	77 353 300
6. Besoins jusqu'à la fin de l'exercice	76 720 223
7. Prélèvement proposé	633 077
8. Pourcentage du prélèvement par rapport aux crédits de l'exercice (7/1A)	0,69%
9. Pourcentage des prélèvements cumulés en application de l'article 23 § 1 b et c du RF, calculé selon l'article 17 bis des modalités d'exécution par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a

c) Recettes provenant de recouvrement reportées (C5)

	CP
1. Crédits disponibles en début d'année	0
2. Crédits disponibles à la date du 04/08/2010	0
3. Taux d'exécution [(1-2)/1]	n/a

d) Justification détaillée du prélèvement

Dans l'état actuel de l'exécution, il est prévisible que les crédits de paiement disponibles sur la ligne 01 04 04 en 2010 ne seront pas entièrement utilisés cette année.

Des crédits de paiement sont virés sur des comptes fiduciaires, selon les besoins, pour permettre au Fonds européen d'investissement (FEI) d'être à tout moment en mesure de procéder à des décaissements en faveur des intermédiaires financiers.

Le montant des décaissements requis au cours d'une année donnée dépend des besoins du marché et du respect de certaines conditions pendant la durée de validité des contrats signés. Ainsi, il existe un décalage intrinsèque dans le temps entre les virements vers les comptes fiduciaires et les décaissements en faveur des bénéficiaires.

La crise financière a eu des répercussions considérables sur le profil de décaissement des instruments financiers, notamment dans le domaine du capital-risque. Selon l'EVCA (*European Venture Capital Association*), les investissements et désinvestissements (cessions) ont reculé de plus de 50 % entre 2007 et 2009 par rapport à la situation antérieure à la crise. Cette évolution a également eu une forte incidence sur les prévisions en matière de décaissements pour 2010.

De plus, afin d'éviter des soldes excessifs sur les comptes fiduciaires, le FEI et les services de la Commission ont révisé la méthode de calcul des crédits de paiement et ont approuvé un certain nombre d'ajustements pour améliorer sa fiabilité.

En raison des deux éléments susmentionnés, les crédits de paiement prévus dans le budget 2010 ne seront pas intégralement nécessaires en 2010. Le montant de 633 077 EUR peut donc être mis à disposition pour virement.

II.B

a) Intitulé de la ligne

40 02 43 - Réserve pour le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation

b) Données chiffrées à la date du 04/08/2010

	CE	CP
1A. Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	500 000 000	p.m.
1B. Crédits de l'exercice (AELE)	0	0
2. Virements	-20 991 554	0
	<hr/>	<hr/>
3. Crédits définitifs de l'exercice (1A+1B+2)	479 008 446	0
4. Exécution des crédits définitifs de l'exercice	0	0
	<hr/>	<hr/>
5. Crédits inutilisés/disponibles (3-4)	479 008 446	0
6. Besoins jusqu'à la fin de l'exercice	478 375 369	0
7. Prélèvement proposé	633 077	0
8. Pourcentage du prélèvement par rapport aux crédits de l'exercice (7/1A)	0,13%	N/A
9. Pourcentage des prélèvements cumulés en application de l'article 23 § 1 b et c du RF, calculé selon l'article 17 bis des modalités d'exécution par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a	n/a

c) Recettes provenant de recouvrement reportées (C5)

	CE	CP
1. Crédits disponibles en début d'année	n/a	n/a
2. Crédits disponibles à la date du 04/08/2010	n/a	n/a
3. Taux d'exécution [(1-2)/1]	n/a	n/a

d) Justification détaillée du prélèvement

En vertu du point 28 de l'accord interinstitutionnel du 17 mai 2006 sur la discipline budgétaire et la bonne gestion financière, la réserve prévue pour le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation est destinée à fournir un appui complémentaire aux travailleurs affectés par les conséquences de changements structurels majeurs de la configuration du commerce mondial, afin de les aider à réintégrer le marché du travail.